

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

PÔLE SOLIDARITE
DEPARTEMENTALE

ARRÊTÉ

fixant le montant de la dotation à verser à l'ASeD Aides et Services à Domicile du CANTAL
pour l'exercice 2024
au titre de la dotation qualité
mentionnée au 3° du I de l'article L. 314-2-1 du code de l'action sociale et des familles

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.314-2-1 ; R. 314-136-1 ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) signé entre le Département du CANTAL et l'association ASeD Aides et Services à Domicile du CANTAL, daté du 30 décembre 2022 ;

VU les avenants n°1 ; 2 et 3 audit contrat datés du 11 avril 2023, 19 décembre 2023, 29 décembre 2023 ;

CONSIDERANT que le calcul de la dotation qualité s'établit à un total prévisionnel de 824 789,11 € pour l'exercice 2024 ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article 5 du CPOM, modifié par l'avenant n°3, la compensation financière est versée « par dotation à hauteur de 80% du calcul de la dotation qualité » et par « le cas échéant paiement dit différentiel » ; que « les 20% restant au titre du calcul de la dotation qualité et du paiement différentiel seront régularisés, sur la base des éléments transmis au 30 avril de l'année N+1 » ;

SUR proposition du Directeur Général des Services du Département ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Le montant à verser à l'ASeD Aides et Services à Domicile du CANTAL à hauteur de 80% du calcul de la dotation qualité, en application du 3° du I de l'article L. 314-2-1 du code susvisé, est égal à 659 831 € pour l'exercice 2024.

ARTICLE 2 : Les 20% restant au titre du calcul de la dotation qualité et du paiement différentiel seront régularisés, sur la base des éléments transmis par l'association au 30 avril de l'année N+1.

ARTICLE 3 : Les engagements de l'ASeD, les modalités de contrôle et de transmission des pièces justificatives sont précisées dans le CPOM susvisé, notamment aux articles 3 et 6.

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Président du Conseil départemental, et d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CLERMONT – FERRAND dans un délai de deux mois à compter de sa notification.


Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est publié par voie électronique sur le site du Département, conformément aux modalités réglementaires en vigueur.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur du Pôle Solidarité Départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

AURILLAC, le **19 FEV. 2024**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'B' followed by several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Bruno FAURE